Extrait de :

NATIONS UNIES
ANNUAIRE JURIDIQUE

1971

Quatrième partie. Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Chapitre IX. Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

Copyright (c) Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

b) Civil Court de la ville de New York, Comté de New York, Section XXII, Small Claims Court. Esterya Menon c. Alice E. Weil et consorts : jugement du 26 mars 1971
Actions engagées contre des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies — Exception d'immunité soulevée par le Département d'Etat — Le tribunal n'a pas compétence pour se prononcer sur la validité de l'exception — Les actions sont irrecevables 258

2. *Italie*

Cour Suprême (Deuxième Chambre pénale). République italienne contre A et autre : arrêt du 21 mai 1969
Immunité de juridiction pénale d'un membre de la famille d'un représentant permanent auprès de la FAO — Interprétation de la section 24 de l'article XI de l'Accord de siège entre l'Italie et la FAO à la lumière de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques 259

3. *Suisse*

République et Canton de Genève : Cour de justice civile. Stahel contre Bastid : arrêt rendu par la première chambre le 14 mai 1971
Appel contre une décision par laquelle le Tribunal de première instance s'était déclaré incompétent pour connaître d'une action intentée contre un membre employeur adjoint du Conseil d'administration du BIT — Les immunités de juridiction dont bénéficient les membres du Conseil d'administration ne peuvent être invoquées que pendant la durée des réunions auxquelles ils doivent participer 261

Quatrième partie. — Répertoire et bibliographie juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE IX. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

I. — *Assemblée générale et organes subsidiaires*

1. Assemblée plénière et grandes commissions

A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-sixième session)

1) Rapport du Conseil économique et social (point 12 de l'ordre du jour) 266

2) Rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale : rapport du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale (point 26 de l'ordre du jour) 266

3) Désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 27 de l'ordre du jour) 266

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

4) Question des armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 28 de l'ordre du jour) 267

5) Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité du désarmement (point 29 de l'ordre du jour) 267

6) Mesure dans laquelle est appliquée la résolution 2666 (XXV) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) : rapport du Secrétaire général (point 31 de l'ordre du jour) . . 267

7) Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (point 33 de l'ordre du jour) 268

8) Mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (point 34 de l'ordre du jour) 268

9) Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle (point 35 de l'ordre du jour) 268

10) Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain *a*) Rapport du Comité spécial de l'*apartheid b*) Rapports du Secrétaire général (point 37 de l'ordre du jour) 269

11) Conférence des Nations Unies sur l'environnement : rapport du Secrétaire général (point 47 de l'ordre du jour) 269

12) Respect des droits de l'homme en période de conflit armé *a*) Rapport du Secrétaire général *b*) Protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général (point 49 de l'ordre du jour) 269

13) Elimination de toutes les formes de discrimination raciale *a*) Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général *b*) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale *c*) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général (point 54 de l'ordre du jour) 270

14) Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 55 de l'ordre du jour) 270

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

15) Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité : rapport du Secrétaire général (point 56 de l'ordre du jour) 270

16) Mesures à prendre contre le nazisme et contre les autres idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale (point 57 de l'ordre du jour) 271

17) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général (point 63 de l'ordre du jour) 271

18) Question de Namibie *a*) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux *b*) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie *c*) Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapport du Secrétaire général *d*) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie (point 66 de l'ordre du jour) 271

19) Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel (point 99 de l'ordre du jour) 272
Etat des travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte : rapport du Secrétaire général (point 86 de l'ordre du jour) 272

20) Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quatrième session (point 87 de l'ordre du jour) 272

21) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-troisième session (point 88 de l'ordre du jour) . . . 272

22) Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (point 89 de l'ordre du jour) 273

23) Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (point 90 de l'ordre du jour) 273

24) Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général (point 91 de l'ordre du jour) 273

25) Elaboration d'un traité international concernant la Lune (point 92 de l'ordre du jour) 274

26) Conférence mondiale du désarmement (point 97 de l'ordre du jour) 274

B) Autres documents d'intérêt juridique

2. Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif
Documents d'intérêt juridique 274

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

   A) Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (quatorzième session)
   Examen des rapports du ... *b*) Sous-Comité juridique [A/AC. 105/94] (point 3 de l'ordre du jour) 275

   B) Autres documents d'intérêt juridique 275

4. Conseil des Nations Unies pour la Namibie
   Documents d'intérêt juridique 275

5. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression
   Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique
   Examen de la question de la définition de l'agression [résolutions 2330 (XXII), 2420 (XXIII), 2549 (XXIV) et 2644 (XXV) de l'Assemblée générale] (point 5 de l'ordre du jour) 275

6. Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale
   Documents d'intérêt juridique 275

7. Commission du droit international

   A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-troisième session)

      1) Relations entre les Etats et les organisations internationales (point 1 de l'ordre du jour) 276

      2) Question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales (point 5 de l'ordre du jour) 276

   B) Autres documents d'intérêt juridique 276

8. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

   A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (quatrième session)

      1) Réglementation internationale des transports maritimes (point 4 de l'ordre du jour) 277

      2) Paiements internationaux *a*) Effets de commerce; *b*) Crédits bancaires commerciaux; *c*) Garanties bancaires; *d*) Sûretés mobilières (point 5 de l'ordre du jour) 277

      3) Vente internationale des objets mobiliers corporels *a*) Règles uniformes régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels *b*) Conditions générales de vente et contrats types *c*) Délais et prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels (point 6 de l'ordre du jour) 277

   B) Autres documents d'intérêt juridique 277

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

9. Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969)
Document d'intérêt juridique 278
10. Quatrième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants
Document d'intérêt juridique 278

II. — *Conseil de sécurité et organes subsidiaires*
Conseil de sécurité
Document d'intérêt juridique 278

III. — *Conseil économique et social et organes subsidiaires*
1. Conseil économique et social et comités de session
i) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (cinquantième session)
1) Développement social (point 2 de l'ordre du jour) 278
2) Peine capitale (point 4 de l'ordre du jour) 278
3) Droits de l'homme : *a*) Rapport de la Commission des droits de l'homme; *b*) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (point 5 de l'ordre du jour) 279
4) Stupéfiants et substances psychotropes : *a*) Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'un protocole sur les substances psychotropes; *b*) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants; *c*) Proposition de réunir une conférence de plénipotentiaires pour modifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (point 6 de l'ordre du jour) 279
5) Développement des transports . . . *b*) Préparation de la Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs (point 9 de l'ordre du jour) 279
ii) Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (cinquante et unième session)
Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (point 17 de l'ordre du jour) 280
2. Commission des droits de l'homme
A) Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique (vingt-septième session)
1) Possibilité d'élaborer un projet d'accord international assurant la protection des journalistes en mission périlleuse et prévoyant notamment la création d'un document d'identification unanimement reconnu et garanti [résolution 2673 (XXV) de l'Assemblée générale] (point 9 de l'ordre du jour) 280
2) Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au droit des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes [résolution 2649 (XXV) de l'Assemblée générale] (point 11 de l'ordre du jour) 280

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

3) Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid* dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment : . . . *b*) Etude des situations qui révèlent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social [chapitre V du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités] (E/CN.4/1040); *c*) Règles de procédure types applicables par les organes des Nations Unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme [résolutions 8 (XXV) et 9 (XXVI) de la Commission] (point 12 de l'ordre du jour) 281

4) Célébration en 1971 de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale [résolution 2544 (XXIV) de l'Assemblée générale et résolution 3 B (XXVI) de la Commission] (point 13 de l'ordre du jour)

Etude détaillée des mesures et des décisions prises pour éliminer la discrimination raciale, afin d'évaluer leur efficacité et le stade de leur mise en œuvre, d'identifier les obstacles rencontrés et de déterminer s'il est nécessaire de prendre d'autres mesures et décisions en vue de parvenir à l'élimination rapide et totale de la discrimination raciale, y compris la politique d'*apartheid* et les manifestations de nazisme et d'intolérance raciale [résolution 3 A (XXVI) de la Commission] (point 14 de l'ordre du jour)

Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa vingt-troisième session, et notamment : . . . *b*) Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel [résolutions 2 et 4 (XXIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités] (point 15 de l'ordre du jour)

Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale [résolution 4 (XXVI) de la Commission] (point 16 de l'ordre du jour)

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid* dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment :

a) Rapport du Groupe spécial d'experts constitué conformément aux résolutions 2 (XXIII), 2 (XXIV), 21 (XXV) et 8 (XXVI) de la Commission; . . . (point 12 de l'ordre du jour) 281

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

5) Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité [résolution 5 A (XXVI) de la Commission] (point 17 de l'ordre du jour) 282

B) Autres documents d'intérêt juridique 282

3. Commission de la condition de la femme
Document d'intérêt juridique 282

4. Commission des stupéfiants
Document d'intérêt juridique 282

5. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
Document d'intérêt juridique 282

6. Commission économique pour l'Afrique
Document d'intérêt juridique 283

7. Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'un protocole sur les substances psychotropes
Documents d'intérêt juridique 283

8. Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs
Documents d'intérêt juridique 283

IV. — *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*
Documents d'intérêt juridique 283

V. — *Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche*
Documents d'intérêt juridique 283

VI. — *Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale*
Document d'intérêt juridique 284

VII. — *Secrétariat*
Service de l'information 284

VIII. — *Cour internationale de Justice*

1. Généralités 284
2. Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances 284
3. Mémoires, plaidoiries et documents 285

B. — RÉPERTOIRE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

I. — *Organisation internationale du Travail*

A. — Organes représentatifs

1. Conventions et recommandations internationales du travail adoptées en 1971 285
2. Amendement au Règlement de la Conférence internationale du Travail 286

B. — Organismes quasi judiciaires et commissions d'experts 287

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

II. — *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*

A. — Questions constitutionnelles 287
B. — Comités permanents du Conseil 288
C. — Organes institués en vertu de l'article VI de la Constitution . . . 289
D. — Conventions et accords 289
E. — Questions juridiques de fond 289
F. — Périodiques 292

III. — *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture*

A. — Questions constitutionnelles et questions de procédure 292
B. — Etats membres 292
C. — Relations avec d'autres organisations 293
D. — Réglementation internationale : conventions et recommandations 294
E. — Conférences et autres réunions 294
F. — Questions de personnel 295
G. — Droit d'auteur et droits voisins 295
H. — Droits de l'homme 297
I. — Océanographie 297
J. — Communications spatiales 298

IV. — *Organisation de l'aviation civile internationale*

1) Amendements à la Convention relative à l'Aviation civile internationale 298
2) Règlement des différends entre Etats contractants — Pakistan contre Inde 298
3) Notification d'urgence — Inde et Pakistan 299
4) Protocole de Guatemala portant modification de la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (12 octobre 1929), amendée par le Protocole de La Haye (28 septembre 1955) 299
5) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile 299
6) Règlement intérieur du Conseil 299
7) Règlement intérieur permanent de l'Assemblée — Vote au scrutin secret 300
8) Annexes à la Convention relative à l'Aviation civile internationale, Procédures pour les services de navigation aérienne (PANS), Procédures complémentaires régionales (SUPPS) 300

V. — *Banque internationale pour la reconstruction et le développement*

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements 300

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Pages

VI. — *Association internationale de développement* 300

VII. — *Fonds monétaire international* 300

VIII. — *Organisation météorologique mondiale* 300

IX. — *Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime* 301

X. — *Agence internationale de l'énergie atomique*

1. Statut et composition de l'Agence 301
2. Accords 301
3. Autres documents 301

CHAPITRE X. — BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN GÉNÉRAL

1. *Ouvrages généraux* 302
2. *Ouvrages concernant des questions particulières* 303

B. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. *Ouvrages généraux* 305
2. *Ouvrages concernant certains organes*

Assemblée générale 307
Commissions économiques régionales 307
Conseil de sécurité 307
Cour internationale de Justice 308
Forces des Nations Unies 310
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel . . . 311
Secrétariat 311
Tribunal administratif 311

3. *Ouvrages concernant des questions ou activités particulières*

Admission et représentation à l'ONU 311
Arbitrage commercial 312
Assistance technique 313
Clause de la nation la plus favorisée 313
Commerce et développement 313
Compétence nationale 314
Définition de l'agression 314
Désarmement 315
Développement progressif et codification du droit international (en général) 316

Chapitre IX

RÉPERTOIRE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Répertoire juridique de l'Organisation des Nations Unies [1, 2]

PRINCIPAUX TITRES

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Assemblée plénière et grandes commissions
2. Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif
3. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
4. Conseil des Nations Unies pour la Namibie
5. Comité spécial pour la question de la définition de l'agression
6. Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale
7. Commission du droit international
8. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
9. Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969)
10. Quatrième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

II. — CONSEIL DE SÉCURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

Conseil de sécurité

III. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. Conseil économique et social et comités de session
2. Commission des droits de l'homme
3. Commission de la condition de la femme
4. Commission des stupéfiants
5. Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
6. Commission économique pour l'Afrique
7. Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'un protocole sur les substances psychotropes
8. Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs

[1] La documentation concernant chaque organe des Nations Unies est groupée, le cas échéant, en deux sections : « [A)] Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique » et « [B)] Autres documents d'intérêt juridique ». La section A mentionne les comptes rendus analytiques et les comptes rendus sténographiques des séances au cours desquelles le point de l'ordre du jour a été discuté, ainsi que tous les documents qui ont trait à ce point. La section B énumère les autres documents présentant un intérêt juridique. Un document concernant un organe donné des Nations Unies n'est pas énuméré dans la section B relative à cet organe s'il figure déjà dans la section A concernant un autre organe.

[2] Les abréviations ci-après ont été employées dans les renvois aux documents : point : point de l'ordre du jour; A.G. : Assemblée générale; Plén. : séance plénière; C.E.S. : Conseil économique et social.

IV. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

V. — INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

VI. — INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES SUR LA DÉFENSE SOCIALE

VII. — SECRÉTARIAT

VIII. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

I. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. — ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE ET GRANDES COMMISSIONS

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-sixième session)

1) *Rapport du Conseil économique et social* (point 12 de l'ordre du jour) [3]

a) Document de base : Rapport du Conseil économique et social [Chapitre XV, Section E]: voir A.G. (XXVI), Supplément n° 3 (A/8403).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.3/L.1380) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8588) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 12.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1905e séance.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2027e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2856 (XXVI) de l'Assemblée générale [4] en date du 20 décembre 1971.

2) *Rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale : rapport du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale* (point 26 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale : A.G. (XXVI), Supplément n° 26 (A/8426).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *rapport* de la Sixième Commission (A/8752) : voir A G. (XXVI), Annexes, point 26.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1229e séance.

c) Examen en séance plénière :

i) *projet de résolution* (A/L.660) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 26.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2024e séance.

iii) *résolution adoptée :* résolution 2837 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1971.

3) *Désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 27 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la Conférence du Comité du désarmement : voir *Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1971*, document DC/234.

---

[3] Voir aussi, plus loin section III 1 i) 1).

[4] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 43.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.588, L.589 et Corr.1, L.591 et Corr.1) et *rapport* de la Première Commission (A/8753) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 98.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1827e à 1842e et 1846e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) A.G. (XXVI), Plén., 2022e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2825 (XXVI) du 16 décembre 1971.

4) *Question des armes chimiques et bactériologiques (biologiques) : rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 28 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la Conférence du Comité du désarmement : voir *Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1971*, document DC/234.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.578 et Corr. 1, L.579 et Rev.1, L.580 à L.582, L.592 et Rev.1, L.596) et *rapport* de la Première Commission (A/8574) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 98.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1827e à 1842e, 1846e et 1847e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2022e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolutions de l'Assemblée générale 2826 (XXVI) et 2827 (XXVI) [5], en date du 16 décembre 1971.

5) *Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité du désarmement* (point 29 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la Conférence du Comité du désarmement : voir *Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément pour 1971*, document DC/234.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.583 et Rev.1, L.584, L.585, L.595) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8575) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 98.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1827e à 1842e, 1846e et 1847e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2022e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolutions 2828 A [6], B et C [7] de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1971.

6) *Mesure dans laquelle est appliquée la résolution 2666 (XXV) de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) : rapport du Secrétaire général* (point 31 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Note du Secrétaire général (A/8435 et Add.1).

b) Examen par la Première Commission :

---

[5] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 44.

[6] *Ibid.*, p. 47.

[7] *Ibid.*, p. 48.

i) *projet de résolution* (A/C.1/L.587) et *rapport* de la Première Commission (A/8582) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 27, 28, 29, 31, 32 et 98.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1827e à 1842e et 1848e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2022e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2830 (XXVI) [8] de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1971.

7) *Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique* (point 33 de l'ordre du jour) [9]

a) Document de base : Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : A.G. (XXVI), Supplément no 20 (A/8420).

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.569 et Corr.1, L.570 et Rev.1, L.571, L.572, L.574) et *rapport* de la Première Commission (A/8258) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 33 et 92.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1819e à 1826e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1998e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolutions de l'Assemblée générale 2776 (XXVI) [10], 2777 (XXVI) et 2778 (XXVI), en date du 29 novembre 1971.

8) *Mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général* (point 34 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (A/8431 et Add.1 à 5).

b) Examen par la Première Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.566, L.567, L.573 et Rev.1 et 2, L.577, L.604 et Corr.1) et *rapport* de la Première Commission (A/8626) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 34.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1804e à 1818e, 1829e, 1835e, 1856e et 1857 séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2029e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1971.

9) *Affectation à des fins exclusivement pacifiques du fond des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle et exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité, et convocation d'une conférence sur le droit de la mer : rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle* (point 35 de l'ordre du jour) [11]

a) Document de base : Rapport du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle : A.G. (XXVI), Supplément no 21 (A/8421).

b) Examen par la Première Commission :

---

[8] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 49.

[9] Voir aussi plus loin, section 3.

[10] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 50.

[11] Voir aussi plus loin, section 6.

i) *projets de résolution* (A/C.1/L.586 et Rev.1, L.599 et Rev.1, L.600, L.601, L.602 et Rev.1, L.603) et *rapport* de la Première Commission (A/8623) : voir A.G., Annexes, point 35.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1843e, 1844e et 1849e à 1855e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *projet de résolution* (A/L.670) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 35.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2029e et 2031e séances.

iii) *résolution adoptée :* résolution 2881 (XXVI) de l'Assemblée générale [12] en date du 21 décembre 1971.

10) *Politique d'*apartheid *du Gouvernement sud-africain* a) *Rapport du Comité spécial de l'*apartheid b) *Rapports du Secrétaire général* (point 37 de l'ordre du jour)
Rapport du Conseil économique et social [chapitre XVII, section C] (point 12 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapport du Comité spécial de l'*apartheid* : A.G. (XXVI), Supplément no 22 (A/8422/Rev.1); Rapport du Conseil économique et social : A.G. (XXVI), Supplément no 3 (A/8403).

b) Examen par la Commission politique spéciale :

i) *projets de résolution* (A/SPC/L.205 et Rev.1, L.206 et Rev.1, L. 208, L.209 et Rev.1 et 2, L.210, L.211, L.212 et Rev.1, L.213, L.214 et Rev.1, L. 215, L.217 à L.222) et rapport de la commission politique spéciale (A/8504 et Add.1) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 37 et 12.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Commission politique spéciale, 757e à 780e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1981e et 1997e séances.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions de l'Assemblée générale 2764 (XXVI) en date du 9 novembre 1971 et 2775 A à H (XXVI) en date du 29 novembre 1971.

11) *Conférence des Nations Unies sur l'environnement : rapport du Secrétaire général* (point 47 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Note du Secrétaire général (A/8509 et Add.1).

b) Examen par la Deuxième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.2/L.1185 et Rev.1 et 2, L.1195, L.1202, L.1212 à L.1215) et *rapport* de la Deuxième Commission (A/8577) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 47.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Deuxième Commission, 1422e à 1428e, 1435e, 1436e, 1438e et 1439e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *projets de résolution* (A/L.661 et L.663) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 47.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2026e séance.

iii) *résolutions adoptées :* résolutions de l'Assemblée générale 2849 (XXVI) et 2850 (XXVI), en date du 20 décembre 1971.

12) *Respect des droits de l'homme en période de conflit armé* a) *Rapport du Secrétaire général* b) *Protection des journalistes en mission périlleuse dans les zones de conflit armé : rapport du Secrétaire général* (point 49 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapport du Secrétaire général (alinéa *a*) [A/8371 et Add.1 à 3]; Rapport du Secrétaire général (alinéa *b*) [A/8370 et Add.1]; Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Groupe de travail établi en vertu de la résolution 15 (XXVII) de la Commission des droit de l'homme (A/8438).

[12] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 53.

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1895 et Rev.1, L,1896 et Rev.1 et 2, L.1902, L.1903, L.1904 et Rev.1 et 2, L.1905, L.1910 à L.1914 et Rev.1, L.1915, L.1919 et Rev.1) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8589) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 49.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1885e à 1887e et 1889e à 1898e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2027e séance.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions de l'Assemblée générale 2852 (XXVI) [13], 2853 (XXVI) [14] et 2854 (XXVI) [15], en date du 20 décembre 1971.

13) *Elimination de toutes les formes de discrimination raciale* a) *Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général* b) *Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale* c) *Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général* (point 54 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapports du Secrétaire général (A/8367 et Corr.1 et 2 et Add.1 et 2 et A/8439); Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale : A.G. (XXVI), Supplément no 18 (A/8418).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1872 et Rev.1 et 2, L.1873 et Rev.1, L.1874 et Rev.1, L.1875 et L.1876) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8542) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 54.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1844e à 1868e et 1871e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2001e séance.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions de l'Assemblée générale 2783 (XXVI) [16], 2784 (XXVI), 2785 (XXVI) et 2786 (XXVI), en date du 6 décembre 1971.

14) *Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* (point 55 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Note du Secrétaire général (A/8331).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1877 et Rev.1, L.1878 à L.1881 et Rev.1, L.1882, L.1886 et Rev.1, L.1888, L.1889 et L.1893) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8543) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 55.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2001e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2787 (XXVI) de l'Assemblée générale du 6 décembre 1971.

15) *Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité : rapport du Secrétaire général* (point 56 de l'ordre du jour) [17]

a) Document de base : Rapport du Secrétaire général (A/8345).

---

[13] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 54.

[14] *Ibid.*, p. 56.

[15] *Ibid.*, p. 58.

[16] *Ibid.*, p. 60.

[17] Voir aussi plus loin, section III 2 A) 5).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.3/L.1918) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8592): voir A.G. (XXVI), Annexes, point 56.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1902e séance.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2025e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2840 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1971.

16) *Mesures à prendre contre le nazisme et contre les autres idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale* (point 57 de l'ordre du jour) [18]

a) Document de base : Note du Secrétaire général (A/8332).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *rapport* de la Troisième Commission (A/8593) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 57.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1902e séance.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2025e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2839 (XXVI) de l'Assemblée générale [19] en date du 18 décembre 1971.

17) *Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général* (point 63 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Secrétaire général (A/8390).

b) Examen par la Troisième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.3/L.1894, L.1898) et *rapport* de la Troisième Commission (A/8546) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 63.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Troisième Commission, 1869e, 1884e et 1885e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2001e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2788 (XXVI) de l'Assemblée générale [20] du 6 décembre 1971.

18) *Question de Namibie* a) *Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux* b) *Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie* c) *Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapport du Secrétaire général* d) *Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie* (point 66 de l'ordre du jour) [21]

a) Documents de base : Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : A.G. (XXVI), Supplément no 23 (A/8423/Add.3); Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie : A.G. (XXVI), Supplément no 24 (A/2424); Rapports du Secrétaire général (A/8473 et A/8388).

b) Examen par la Quatrième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.4/L.994, L.997) et *rapport* de la Quatrième Commission (A/8618) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 66.

[18] Voir aussi plus loin, section III 2 4).

[19] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 61.

[20] *Ibid.*, p. 64.

[21] Voir aussi plus loin, section 4.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Quatrième Commission, 1921e à 1926e, 1928e à 1936e, 1938e à 1947e, 1949e, 1950e, 1952e, 1954e, 1960e et 1965e à 1969e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2028e, 2030e et 2031e séances.

ii) *résolutions adoptées* : résolutions de l'Assemblée générale 2781 (XXVI) [22] et 2782 (XXVI), en date du 20 décembre 1971.
Voir aussi la décision prise par l'Assemblée à sa 2031e séance, le 22 décembre 1971.

19) *Sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et des membres de leur personnel* (point 99 de l'ordre du jour)
Etat des travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte : rapport du Secrétaire général (point 86 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour de la vingt-sixième session (A/8493) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 99 et 86; Etat des travaux du Comité mixte officieux des relations avec le pays hôte : rapport du Secrétaire général (A/8474).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.832, L.832/Rev.1 et Corr.1, L. 832/Rev.2, L.835, L.838, L.839, L.840 et Rev.1, L.841, L.842) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8585) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 99 et 86.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1285e à 1292e, 1296e à 1298e, 1302e et 1303e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2019e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale [23] en date du 15 décembre 1971.

20) *Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quatrième session* (point 87 de l'ordre du jour) [24]

a) Document de base : Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-quatrième session : A.G. (XXVI), Supplément no 17 (A/8417).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.823) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8506) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 87.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1247e à 1254e, 1266e et 1267e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1986e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2766 (XXVI) de l'Assemblée générale [25] en date du 17 novembre 1971.

21) *Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-troisième session* (point 88 de l'ordre du jour) [26]

a) Document de base : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa vingt-troisième session : A.G. (XXVI), Supplément no 10 (A/8410/Rev.1) (contenant en annexe les observations des Etats Membres, de la Suisse, des institutions spécialisées et de l'AIEA sur le projet d'articles sur la représentation des Etats auprès des organisations internationales).

[22] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 65.

[23] *Ibid.*, p. 68.

[24] Voir aussi plus loin, section 8.

[25] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 70.

[26] Voir aussi plus loin, section 7.

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.825, L.826) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8537) [27] : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 88.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1255e à 1265e, 1279e et 1280e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1999e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2780 (XXVI) de l'Assemblée générale [28] en date du 3 décembre 1971.

22) *Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression* (point 89 de l'ordre du jour) [29]

a) Document de base : Rapport du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression : A.G. (XXVI), Supplément no 19 (A/8419).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.6/L.827) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8525) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 89.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1268e à 1276e, 1281e et 1285e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1999e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2781 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1971.

23) *Examen du rôle de la Cour internationale de Justice* (point 90 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Secrétaire général (A/8382 et Add.1 à 4).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.829 à L.831, L.834, L.836 et L.837) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8568) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 90.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1277e à 1284e et 1293e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2019e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2818 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1971.

24) *Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international : rapport du Secrétaire général* (point 91 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Secrétaire général (A/8508 et Corr.1).

b) Examen par la Sixième Commission :

i) *projets de résolution* (A/C.6/L.843 et Rev.1, L.844, L.845, L.847, L.848) et *rapport* de la Sixième Commission (A/8570) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 91.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Sixième Commission, 1300e, 1301e et 1304e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 2025e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2838 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1971.

---

[27] Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 72.

[28] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 110.

[29] Voir aussi plus loin, section 5.

25) *Elaboration d'un traité international concernant la Lune* (point 92 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Demande d'inscription d'une question à l'ordre du jour provisoire de la vingt-sixième session (A/8391); Projet de traité concernant la Lune (A/C.1/L.568) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 92.

b) Examen par la Première Commission :

i) *projet de résolution* (A/C.1/L.572) et *rapport* de la Première Commission (A/8529) : voir A.G. (XXVI), Annexes, points 33 et 92.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Première Commission, 1819e à 1826e séances.

c) Examen en séance plénière :

i) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1998e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 2779 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 29 novembre 1971.

26) *Conférence mondiale du désarmement* (point 97 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour de la vingt-sixième session (A/8491) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 97.

b) Examen en séance plénière :

i) *projets de résolution* (A/L.631 et Add.1, L.659 et Add.1) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 97.

ii) *débat :* A.G. (XXVI), Plén., 1978e, 1985e, 1987e, 1989e, 1990e, 1992e, 1994e à 1996e et 2022e séances.

iii) *résolution adoptée :* résolution 2833 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1971.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Cour internationale de Justice

Rapport de la Cour : A.G. (XXVI), Supplément no 5 (A/8405).

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapport du Commissaire général : A.G. (XXVI), Supplément no 13 (A/8413) (Chapitre premier, Section E : Questions juridiques).

Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport du Haut Commissaire : A.G. (XXVI), Supplément no 12 (A/8412) (Chapitre premier : Protection internationale) et 12A (A/8412/Add.1) (Chapitre III : Protection internationale).

Tribunal administratif

Note du Secrétaire général (A/INF.146) [transmet la note que le Tribunal administratif adresse chaque année au Président de l'Assemblée générale au sujet des travaux du Tribunal].

Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Tribunal administratif des Nations Unies. Note du Secrétaire général (A/8355 et Corr.1)

Rapport de la Cinquième Commission (A/8465) : voir A.G. (XXVI), Annexes, point 79.

Voir aussi la résolution 2631 (XXV) de l'Assemblée générale en date du 8 novembre 1971.

2. — Comité chargé des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif

Documents d'intérêt juridique

Rapport du Comité sur la reprise de sa huitième session (27 janvier-12 février 1971) (A/AC.86/12).

Rapport du Comité sur sa neuvième session (5 novembre 1971) (A/AC.86/13).

3. — Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique [30]

A) *Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (quatorzième session)

Examen des rapports du... b) *Sous-Comité juridique* (A/AC.105/94) (point 3 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Sous-Comité juridique (contenant le texte d'un projet de convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, adopté par le Sous-Comité juridique) (A/AC.105/94).

b) Examen par le Comité :

i) *rapport* du Comité : A.G. (XXVI), Supplément n° 20 (A/8420).

ii) *débat :* A/AC.105/PV. 98 à 103.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Sous-Comité juridique

Comptes rendus analytiques des cent cinquante-deuxième à cent soixante-neuvième séances (A/AC.105/C.2/SR.152-169).

4. — Conseil des Nations Unies pour la Namibie [31]

Documents d'intérêt juridique

Question des titres de voyage

Rapport du Secrétaire général (A/AC.131/10/Add.5 à 8). Lettre datée du 24 juillet 1970, adressée au Ministre des affaires étrangères du Gouvernement impérial éthiopien par le Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie (A/AC.131/24).

5. — Comité spécial pour la question de la définition de l'agression [32]

Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique

Examen de la question de la définition de l'agression (résolutions 2330 (XXII), 2420 (XXIII), 2549 (XXIV) et 2644 (XXV) de l'Assemblée générale) (point 5 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport du Groupe de travail établi par le Comité spécial en 1970 (A/AC.134/L.25/Rev.1).

b) Examen par le Comité spécial :

i) *projets de proposition* (A/AC.134/L.31, L.32), *projet de résolution* (A/AC.134/L.34), *document de travail* (A/AC.134/L.28), *rapports* du Groupe de travail (A/AC.134/L.30 et Corr.1 et L.35) et *rapport* du Comité : A.G. (XXVI), Supplément n° 19 (A/8419).

ii) *débat :* A/AC.134/SR.79 à 91.

6. — Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale [33]

Documents d'intérêt juridique

Résumé analytique des propositions et des suggestions faites par les délégations au cours des débats de la Première Commission de l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, et de ceux du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, en mars 1971. Document de travail établi par le Secrétariat (A/AC.138/41).

---

[30] Voir aussi plus haut, section 1 A) 7).

[31] Voir aussi plus haut, section 1 A) 18).

[32] Voir aussi plus haut, section 1 A) 22).

[33] Voir aussi plus haut, section 1 A) 9).

Rapport du Sous-Comité I (A/AC.138/60 et Add.1).

Rapport du Sous-Comité II (A/AC.138/61).

Rapport du Sous-Comité III (A/AC.138/62).

Comptes rendus analytiques des quarante-cinquième à soixantième, soixante et unième à soixante-septième et soixante-huitième à soixante-dixième séances du Comité (A/AC.138/SR.45-60, A/AC.138/SR.61-67 et A/AC.138/SR.68-70).

7. — COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL [34]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-troisième session)

1) *Relations entre les Etats et les organisations internationales* (point 1 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Sixième rapport sur les relations entre les Etats et les organisations internationales par M. Abdullah El-Erian, Rapporteur spécial (A/CN.4/241 et Add.1 à 6).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXVI), Supplément n° 10 (A/8410/Rev.1), Chapitre II.

ii) *débat :* Commission du droit international, 1088e à 1110e, 1121e et 1122e séances.

2) *Question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales* (point 5 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Rapport de la Sous-Commission sur la question des traités conclus entre Etats et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales (A/CN.4/250) : voir A.G. (XXVI), Supplément n° 10 (A/8410/Rev.1).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXVI), Supplément n° 10 (A/8410/Rev.1), Chapitre IV.

ii) *débat :* Commission du droit international, 1129e séance.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Généralités

Annuaire de la Commission du droit international 1970, vol. I : Comptes rendus analytiques de la vingt-deuxième session (A/CN.4/SER.A/1970 — Numéro de vente : F.71.V.6) et vol. II : Documents de la vingt-deuxième session y compris le rapport de la Commission à l'Assemblée générale (A/CN.4/SER.A/1970/Add.1 — Numéro de vente : F.71.V.7).

Succession d'Etats en matière de traités

Quatrième rapport par Sir Humphrey Waldock, Rapporteur spécial (A/CN.4/249).

Deuxième et troisième études établies par le Secrétariat dans la série intitulée « La succession d'Etats en matière de traités bilatéraux » (A/CN.4/243 et Add.1).

Succession d'Etats dans les matières autres que les traités

Quatrième rapport par M. Mohammed Bedjaoui, Rapporteur spécial (A/CN.4/247 et Add.1) [sous-titré : « Projet d'articles avec commentaires et observations sur la succession aux biens publics »].

Responsabilité des Etats

Troisième rapport par M. Roberto Ago, Rapporteur spécial (A/CN.4/246 et Add.1 à 3) (sous-titre : « Le fait internationalement illicite de l'Etat, source de responsabilité internationale »).

---

[34] Voir aussi plus haut, section 1 A) 21). Pour plus de détails, voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1971* (publication des Nations Unies, numéros de vente : F.72.V.5 et F. 72. V. 6).

Examen du programme de travail à long terme de la Commission

Examen d'ensemble du droit international, préparé par le Secrétariat (A/CN.4/245).

8. — COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL [35]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (quatrième session)

1) *Réglementation internationale des transports maritimes* (point 4 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Groupe de travail [CNUDCI] de la réglementation internationale des transports maritimes : rapport sur les travaux de sa deuxième session (A/CN.9/55); Rapport du Groupe de travail CNUCED de la réglementation internationale des transports maritimes (TD/B/C.4/86).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXVI), Supplément n° 17 (A/8417), Chapitre II.

ii) *débat :* A/CN.9/SR.65 à 68, 70, 73 et 77.

2) *Paiements internationaux* a) *Effets de commerce;* b) *Crédits bancaires commerciaux;* c) *Garanties bancaires*; d) *Sûretés mobilières* (point 5 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Analyse des réponses des gouvernements et des institutions bancaires et commerciales au questionnaire sur les effets de commerce utilisés dans le cadre des paiements internationaux : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/38/Add.1); Teneur éventuelle de règles uniformes applicables à un effet de commerce spécial qui serait utilisé, à titre facultatif, dans les transactions internationales : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/48); Suggestions concernant les travaux futurs sur la question des effets de commerce : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/53).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXVI), Supplément n° 17 (A/8417), Chapitre III.

ii) *débat :* A/CN.9/SR.67, 69, 70 et 72.

3) *Vente internationale des objets mobiliers corporels* a) *Règles uniformes régissant la vente internationale des objets mobiliers corporels* b) *Conditions générales de vente et contrats types* c) *Délais et prescription dans le domaine de la vente internationale des objets mobiliers corporels* (point 6 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapport du Groupe de travail sur la vente des objets mobiliers corporels (A/CN.9/52 et Corr.1); Conditions générales de vente et contrats types : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/54); Rapport du Groupe de travail sur les délais et la prescription sur les travaux de sa deuxième session (A/CN.9/50 et Corr.2).

b) Examen par la Commission :

i) *rapport* de la Commission : A.G. (XXVI), Supplément n° 17 (A/8417), Chapitre IV.

ii) *débat :* A/CN.9/SR.71 à 78 et 80 à 85.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Généralités

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Annuaire, vol. I, 1968-1970 (A/CN.9/SR.A/1970 — Numéro de vente : F.71.V.1).

Harmonisation et unification du droit commercial international

Activités actuelles des organisations internationales en ce qui concerne l'harmonisation et l'unification du droit commercial international : rapport du Secrétaire général (A/CN.9/59).

[35] Voir aussi plus haut, section 1 A) 20).

Formation et assistance dans le domaine du droit commercial international

Rapport du Secrétaire général (A/CN.9/58 et Add.1).

9. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DES TRAITÉS (VIENNE, 1968-1969)

Document d'intérêt juridique

Documents officiels : Documents de la Conférence (Première et deuxième sessions) [A/CONF. 39/11/Add.2 — Numéro de vente : F.70.V.5].

10. — QUATRIÈME CONGRÈS DES NATIONS UNIES POUR LA PRÉVENTION DU CRIME ET LE TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS

Document d'intérêt juridique

Quatrième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Rapport établi par le Secrétariat (A/CONF.43/5 — Numéro de vente : F.71.IV.8).

II. — CONSEIL DE SÉCURITÉ ET ORGANES SUBSIDIAIRES

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Document d'intérêt juridique

Etude des traités multilatéraux auxquels l'Afrique du Sud est devenue partie et qui pourraient être considérés comme s'appliquant, soit directement, soit par le jeu des dispositions pertinentes du droit international, à la Namibie (S/10288).

III. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES SUBSIDIAIRES

1. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET COMITÉS DE SESSION

i) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (cinquantième session)

1) *Développement social* (point 2 de l'ordre du jour) [36]

a) Document de base : Rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-deuxième session : C.E.S. (L), Supplément n° 3 (E/4984).

b) Examen par le Comité social :

i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.589, L.590) et *rapport* du Comité social (E/5029) : voir C.E.S. (L), Annexes, point 2, par. 14.

ii) *débat :* E/AC.7/SR.660 à 665 et 667.

c) Examen par le Conseil :

i) *débat :* C.E.S. (L), 1771e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 1585 (L) du Conseil économique et social en date du 21 mai 1971.

2) *Peine capitale* (point 4 de l'ordre du jour) [37]

a) Document de base : Note du Secrétaire général (E/4947).

b) Examen par le Comité social :

i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.578, L.579) et *rapport* du Comité social (E/4993) : voir C.E.S. (L), Annexes, point 4.

ii) *débat :* E/AC.7/SR.648 à 651.

[36] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 1).

[37] Voir aussi plus loin, section VI.

c) Examen par le Conseil :

i) *débat :* C.E.S. (L), 1769e séance.

ii) *résolution adoptée :* résolution 1574 (L) du Conseil économique et social en date du 20 mai 1971.

3) *Droits de l'homme :* a) *Rapport de la Commission des droits de l'homme* b) *Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux* (point 5 de l'ordre du jour) [38]

a) Documents de base : Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-septième session : C.E.S. (L), Supplément no 4 (E/4949); Rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (E/4953).

b) Examen par le Comité social :

i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.596 et Rev.1, L.597 à L.602) et *rapport* du Comité social (E/5032) : voir C.E.S. (L), Annexes, point 5.

ii) *débat :* E/AC.7/SR.669 à 680.

c) Examen par le Conseil :

i) *débat :* C.E.S. (L), 1771e séance.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions du Conseil économique et social 1588 (L) [sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel], 1589 (L) [sur le problème des populations autochtones], 1590 (L) [sur le risque d'une renaissance du nazisme et de l'intolérance raciale], 1592 (L) [sur l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au droit des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes], 1593 (L) [sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme], 1597 (L) [sur l'avant-projet de convention internationale sur la protection des journalistes en mission périlleuse], 1598 (L) [sur le rapport de la Commission des droits de l'homme] et 1599 (L) [sur les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux], en date du 21 mai 1971.

4) *Stupéfiants et substances psychotropes :* a) *Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'un protocole sur les substances psychotropes;* b) *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants;* c) *Proposition de réunir une conférence de plénipotentiaires pour modifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961* (point 6 de l'ordre du jour) [39]

a) Documents de base : Note du Secrétaire général (E/4966); Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants sur son activité en 1970 (E/INCB/9 — Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XI.2); Lettre du représentant permanent des Etats-Unis auprès des Nations Unies adressée au Secrétaire général (E/4971 et Add.1).

b) Examen par le Comité social :

i) *projets de résolution* (E/AC.7/L.583 et Rev.1, L.584 et Rev.1) et *rapport* du Comité social (E/5025) : voir C.E.S. (L), Annexes, point 6.

ii) *débat :* E/AC.7/SR.657, 659, 666 et 668.

c) Examen par le Conseil :

i) *débat :* C.E.S. (L), 1769e et 1770e séances.

ii) *résolutions adoptées :* résolutions du Conseil économique et social 1576 (L), 1577 (L) et 1578 (L), en date du 20 mai 1971.

5) *Développement des transports...* b) *Préparation de la Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs* (point 9 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Note du Secrétaire général (E/4963).

[38] Voir aussi plus loin, section 2.

[39] Voir aussi plus loin, sections 4 et 7.

b) Examen par le Conseil :

i) *projets de résolution* (E/L.1391 et Rev.1 et Rev.1/Add.1 et Rev.2, L.1393 et Rev.1, L.1394, L.1398).

ii) *débat :* C.E.S. (L), 1747e, 1748e, 1749e, 1751e et 1757e séances.

iii) *résolution adoptée :* résolution 1568 (L) du Conseil économique et social en date du 13 mai 1971.

ii) *Documents relatifs à un point de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (cinquante et unième session)
Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil (point 17 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil : note du Secrétaire général (E/4986 et Add.1 à 9).

b) Examen par le Conseil :

i) *projets de résolution :* (E/L.1382, L.1408 et Rev.1 et 2, L.1421 et Rev.1, L.1422, L.1423, L.1431, L.1435).

ii) *débat :* C.E.S. (LI), 1784e, 1789e et 1794e séances.

iii) *résolution adoptée :* résolution 1621 A (LI) du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1971 (sur l'augmentation du nombre des membres du Conseil économique et social).

2. — Commission des droits de l'homme [40]

A) *Documents relatifs aux points de l'ordre du jour présentant un intérêt juridique* (vingt-septième session)

1) *Possibilité d'élaborer un projet d'accord international assurant la protection des journalistes en mission périlleuse et prévoyant notamment la création d'un document d'identification unanimement reconnu et garanti* [*résolution 2673 (XXV) de l'Assemblée générale*] (point 9 de l'ordre du jour) [41]

a) Document de base : Note du Secrétaire général (E/CN.4/1047).

b) Examen par la Commission :

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1149 et Rev.1, L.1182, L.1186 et Rev.1) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (L), Supplément no 4 (E/4949), Chapitre IX.

ii) *débat :* E/CN.4/SR.1134 et 1135.

2) *Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au droit des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes* [*résolution 2649 (XXV) de l'Assemblée générale*] (point 11 de l'ordre du jour)

a) Document de base : Note du Secrétaire général (E/CN.4/1052).

b) Examen par la Commission :

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1168, L.1170, L.1171 et Add.1) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (L), Supplément no 4 (E/4949), Chapitre IV.

ii) *débat :* E/CN.4/SR.1112 à 1116.

3) *Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid *dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment :*

. . .

b) *Etude des situations qui révèlent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social* [*chapitre V*

[40] Voir aussi plus haut, section III 1 i) 3).

[41] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 12).

du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités] (E/CN.4/1040);

c) *Règles de procédure types applicables par les organes des Nations Unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme* [*résolutions 8 (XXV) et 9 (XXVI) de la Commission*] (point 12 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/1040); Règles de procédure types applicables par les organes des Nations Unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme : note du Secrétaire général (E/CN.4/1021/Rev.1).

b) Examen par la Commission :

i) *projet de résolution* (E/CN.4/L.1180 et Rev.1) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (L), Supplément nº 4 (E/4949), Chapitre VII.

ii) *débat :* E/CN.4/SR.1132 à 1134.

4) *Célébration en 1971 de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale* [*résolution 2544 (XXIV) de l'Assemblée générale et résolution 3 B (XXVI) de la Commission*] (point 13 de l'ordre du jour)
*Etude détaillée des mesures et des décisions prises pour éliminer la discrimination raciale, afin d'évaluer leur efficacité et le stade de leur mise en œuvre, d'identifier les obstacles rencontrés et de déterminer s'il est nécessaire de prendre d'autres mesures et décisions en vue de parvenir à l'élimination rapide et totale de la discrimination raciale, y compris la politique d'*apartheid *et les manifestations de nazisme et d'intolérance raciale* [*résolution 3 A (XXVI) de la Commission*] (point 14 de l'ordre du jour)
Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa vingt-troisième session, et notamment

. . .

b) *Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel* [*résolutions 2 et 4 (XXIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités*] (point 15 de l'ordre du jour)
Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale [*résolution 4 (XXVI) de la Commission*] (point 16 de l'ordre du jour) [42]
*Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid *dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants et notamment :*

a) *Rapport du Groupe spécial d'experts constitué conformément aux résolutions 2 (XXIII), 2 (XXIV), 21 (XXV) et 8 (XXVI) de la Commission; . . .* (point 12 de l'ordre du jour)

a) Documents de base : Note du Secrétaire général (E/CN.4/1046); Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel : rapport final du Rapporteur spécial, M. Herman Santa Cruz (publication des Nations Unies — Numéro de vente : F.71.XIV.2); Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa vingt-troisième session (E/CN.4/1040); Note du Secrétaire général (E/CN.4/1048); Rapport du Groupe spécial d'experts établi conformément à la résolution 21 (XV) de la Commission (E/CN.4/1050 et Corr.1).

b) Examen par la Commission :

i) *projets de résolution* (E/CN.4/L.1150 à L.1154 et Add.1, L.1155 à L.1167) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (L), Supplément nº 4 (E/4949), Chapitre II.

[42] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 16).

ii) débat : E/CN.4/SR.1095 à 1112.

5) *Question du châtiment des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité [résolution 5 A (XXVI) de la Commission]* (point 17 de l'ordre du jour) [43]

a) Document de base : Note du Secrétaire général (E/CN.4/1053).

b) Examen par la Commission :

i) projet de résolution (E/CN.4/L.1179) et *rapport* de la Commission : C.E.S. (L), Supplément n° 4 (E/4949), Chapitre X.

ii) débat : E/CN.4/SR.1136.

B) *Autres documents d'intérêt juridique*

Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Décisions prises par les organes de l'Organisation des Nations Unies où figurent des dispositions se rapportant à la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants [cinquième supplément au document E/4226] (E/CN.4/923/Add.4).

Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice

Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice, par M. Mohammed Ahmed Abu Rannat, Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/296/Rev.1 — Numéro de vente : F.71.XIV.3).

*Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid *et du colonialisme*

Rapport présenté par M. Mohammed Awad, Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/322).

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission.

— Mémorandum présenté par le Bureau international du Travail (E/CN.4/Sub.2/319.)

— Mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/CN.4/Sub.2/320).

3. — Commission de la condition de la femme

Document d'intérêt juridique

La condition de la mère célibataire en droit et dans la pratique (E/CN.6/540/Rev.1 — Numéro de vente : F.71.IV.4).

4. — Commission des stupéfiants [44]

Document d'intérêt juridique

Rapport de la Division des stupéfiants pour la période du 1er novembre 1968 au 30 juin 1971 (E/CN.7/537 et Add.1)

5. — Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Document d'intérêt juridique

Proceedings of the Seminar on Mining Legislation and Administration — Mineral Resources Development Series No. 34 (E/CN.11/919 — Numéro de vente : E.70.II.F.12).

---

[43] Voir aussi plus haut, section I 1 A) 15).

[44] Voir aussi plus haut, section III 1 i) 4) et plus loin, section 7.

6. — Commission économique pour l'Afrique

Document d'intérêt juridique

Question de la représentation de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et de la Namibie à la Commission économique pour l'Afrique — Note du Secrétaire exécutif (E/CN.14/511).

7. — Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'un protocole sur les substances psychotropes [45]

Documents d'intérêt juridique

Acte final de la Conférence (E/CONF.58/5).

Convention sur les substances psychotropes (E/CONF.58/6).

8. — Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs [46]

Documents d'intérêt juridique

Questions douanières — Note du Secrétariat (E/CONF.59/2).

Contrat de transport combiné : Note du Secrétariat (E/CONF.59/3 et Add.1 et 2).

IV. — CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Documents d'intérêt juridique

Conseil du commerce et du développement

Etude des systèmes législatifs et de contrôle des assurances dans les pays en voie de développement. Etude du secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.3/84 et Corr.1).

Conférence des Nations Unies sur le blé, 1971

Texte de l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été adopté à la séance plénière de clôture, le 20 février 1971 (TD/WHEAT.5/7) [contient le texte de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et celui de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971].

Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 : Note interprétative (TD/WHEAT.5/8).

V. — INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

Documents d'intérêt juridique

Etudes de l'UNITAR

La pollution de la mer et ses remèdes, par Oscar Schachter et Daniel Swerver (n° 4).

Série des études de l'UNITAR sur le règlement des différends par des moyens pacifiques

Peaceful Settlement of Disputes : Ideas and Proposals for Research, par Sidney D. Bailey (PS No. 1).

Analysis and prediction in international mediation, par Frank Edmead (PS No. 2).

Complementary structures of third party settlement of international disputes, par Vratislav Pechota (PS No. 3).

---

[45] Voir aussi plus haut, sections III 1 i) 4) et 4.

[46] Voir aussi plus haut, section III 1 i) 5); voir également la partie B, section IX, du présent chapitre.

Série des études de l'UNITAR

The Prevention of Racial Discrimination in Britain (No. 4).

Atomic Safeguards : A Study in International Verification, par Allan McKnight (No. 5)

Série des conférences de l'UNITAR

La Charte des Nations Unies et les besoins des années 70, par Kenneth Younger (N° 1).

L'Organisation internationale du Travail dans le système des Nations Unies, par Wilfred Jenks (N° 3).

VI. — INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES SUR LA DÉFENSE SOCIALE

Document d'intérêt juridique [47]

Commentary and Bibliography on Capital Punishment (UNSDRI/1971/4).

VII. — SECRÉTARIAT [48]

Service de l'information

Le rôle du Secrétaire général, par U Thant (OPI/449).

VIII. — COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE [49]

1. — Généralités

Annuaire 1970-1971. N° 25. 1971.XI, 153 p. Imprimé. Numéro de vente : 354.

Yearbook 1970-1971. N° 25. 1971.XI, 153 p. Imprimé. Numéro de vente : 355.

Bibliographie de la Cour internationale de Justice. Etablie par la Bibliothèque de la Cour. N° 24, 1970 [47] XL p. Imprimée. Numéro de vente : 353.

2. — Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1970 [1971]. 360, 360 p. + 23 p. Imprimé. Numéros de vente : 337 et 341. Volume relié portant sur l'ensemble de l'année 1970, avec index.

— Index, 23 p. Imprimé. Numéro de vente : 341.

Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances, 1971. Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité (Demande d'avis consultatif). Ordonnance n° 1 du 26 janvier 1971. 1971. [3-4], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente : 348.

— Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité (Demande d'avis consultatif). Ordonnance n° 2 du 26 janvier 1971. 1971. [6-7], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente : 349.

— Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité (Demande d'avis consultatif). Ordonnance n° 3 du 26 janvier 1971. 1971. [9-10], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente : 350.

---

[47] Voir aussi plus haut, section III 1 i) 2).

[48] Les publications périodiques du Service juridique ne sont pas mentionnées dans cette section : voir l'Index des documents de l'Organisation des Nations Unies, publié par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld de l'Organisation des Nations Unies.

[49] Pour plus de détails, voir *Annuaire* de la Cour internationale de Justice, 1970-1971 et 1971-1972.

— Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité (Demande d'avis consultatif). Ordonnance du 29 janvier 1971. 1971. [12-14], 3, 3 p. Imprimée. Numéro de vente : 351.

— Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité. Avis consultatif du 21 juin 1971. 1971. [16-345], 330, 330 p. Imprimé. Numéro de vente : 352.

— Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan). Ordonnance du 16 septembre 1971. 1971. [347-348], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente : 357.

— Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI (Inde c. Pakistan). Ordonnance du 3 décembre 1971. 1971. [350-351], 2, 2 p. Imprimée. Numéro de vente : 358.

3. — MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

Mémoires, plaidoiries et documents. Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain), nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité, vol. I [1971], XXV, 898 p. Imprimé. Numéro de vente : 356.

B. — Répertoire juridique des organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

I. — ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

A. — ORGANES REPRÉSENTATIFS

1. — CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES DU TRAVAIL ADOPTÉES EN 1971 [50]

a) *Convention concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder.*

Recommandation concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder.

i) Ordre du jour de la cinquante-quatrième session (1970) de la Conférence internationale du Travail. Question de la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise. Procès-verbaux de la 173e session du Conseil d'administration, Genève, 12-15 novembre 1968, p. 58-62. Français, anglais, espagnol.

ii) Protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et facilités à leur accorder. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session (1970). Rapport VIII(1) [51] et Rapport VIII(2), 77 et 142 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

iii) Protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et facilités à leur accorder. Conférence internationale du Travail, cinquante-quatrième session, Genève, 1970. Compte rendu des travaux, p. 589-603; 694-703. Français, anglais, espagnol.

iv) Ordre du jour de la cinquante-sixième session (1971) de la Conférence internationale du Travail; cinquante-quatrième session (1970) de la Conférence. Compte rendu des travaux, p. 601, 603, 703. Français, anglais, espagnol.

---

[50] Les travaux préparatoires de l'instrument qui, normalement, couvrent une période de deux ans, seront mentionnés, afin de faciliter le travail de référence, l'année au cours de laquelle l'instrument a été adopté.

[51] Ce rapport contient un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session de la Conférence (1970) de la question de la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et des facilités à leur accorder.

v) Protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et facilités à leur accorder. Conférence internationale du travail, cinquante-sixième session, Genève, 1971. Rapport V(1) et Rapport V(2), 47 et 61 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, allemand, russe.

vi) Protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et facilités à leur accorder. Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, Genève, 1971. Compte rendu des travaux, p. 551-561; 737-753; 809-812. Français, anglais, espagnol.

vii) Convention concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 3, 1971, p. 259-262. Français, anglais, espagnol.

viii) Recommandation concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 3, 1971, p. 267-271. Français, anglais, espagnol.

b) *Convention concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène.*

Recommandation concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène.

i) Réunion d'experts sur la sécurité dans l'emploi du benzène, Genève, 16-22 mai 1967. Document (polycopié) MEBS/1967/8 (Rev), 29 pages, français, anglais, espagnol, et Procès-verbaux de la 169e session du Conseil d'administration, Genève, 2-3 et 30 juin 1967, p. 24; 41-42. Français, anglais, espagnol.

ii) Ordre du jour de la cinquante-sixième session (1971) de la Conférence internationale du Travail. Question de la protection contre les risques dus au benzène. Procès-verbaux de la 174e session du Conseil d'administration, Genève, 4-6 mars 1969, p. 4-5; 44-45. Français, anglais, espagnol.

iii) Protection contre les risques dus au benzène. Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session (1971), Rapport VI(1) [52] et Rapport VI(2), 50 et 125 pages respectivement. Français, anglais, espagnol, russe.

iv) Protection contre les risques dus au benzène. Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, Genève, 1971. Compte rendu des travaux, p. 597-614; 745-753; 813-816. Français, anglais, espagnol.

v) Convention concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 3, 1971, p. 262-267. Français, anglais, espagnol.

vi) Recommandation concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 3, 1971, p. 271-275. Français, anglais, espagnol.

2. — Amendement au Règlement de la Conférence internationale du Travail

Addition de deux sièges de membre adjoint au groupe gouvernemental du Conseil d'administration

i) Groupe de travail sur la structure de l'OIT. Procès-verbaux de la 182e session du Conseil d'administration, Genève, mars 1971, document GB.182/6/20. Français, anglais, espagnol.

ii) Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, Genève, 1971. Compte rendu des travaux, p. 17-25; 563-576. Français, anglais, espagnol.

iii) Amendement à l'article 49 du Règlement de la Conférence. Addition de deux sièges de membre adjoint au groupe gouvernemental du Conseil d'administration. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 3, 1971, p. 290. Français, anglais, espagnol.

---

[52] Ce rapport contient un historique des travaux de l'OIT qui ont abouti à la décision d'inscrire la question de la protection des travailleurs contre les risques dus au benzène à l'ordre du jour de la cinquante-sixième session de la Conférence (1971), et d'appliquer à cette question la procédure de simple discussion.

B. — ORGANISMES QUASI JUDICIAIRES ET COMMISSIONS D'EXPERTS

1. — Rapports du Comité de la liberté syndicale institué par le Conseil d'administration :

a) 120e, 121e et 122e rapports, 12 novembre 1970, 12 novembre 1970, 25 février 1971. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 2, 1971, Supplément, 56 pages. Français, anglais, espagnol.

b) 123e, 124e et 125e rapports, 25 février 1971, 26 mai 1971, 26 mai 1971. *Bulletin officiel*, vol. LIV, nº 4, 1971, Supplément, 56 pages. Français, anglais, espagnol.

2. — Rapports de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Conférence internationale du Travail, cinquante-sixième session, Genève, 1971 :

a) Rapport général et observations concernant certains pays, et Rapport de Pierre Juvigny, représentant du Directeur général du Bureau international du Travail, sur les contacts directs avec le Gouvernement du Portugal, au sujet de l'application de la Convention (nº 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957. Rapport III (Partie 4 A), 251 et 58 pages respectivement. Français, anglais, espagnol.

b) Etude d'ensemble sur les rapports relatifs à la Convention et à la Recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. Rapport III (Partie 4 B), 64 pages. Français, anglais, espagnol.

II. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONELLLES

Questions	*Documents*
1. Amendement à l'article VII de l'Acte constitutif[53] relatif à la durée du mandat du Directeur général	CL 56/5 Add.1 et Corr. 1; CL 56/LIM/3; CL 56/REI, par. 102-110; C 71/28; C 71/LIM/37; C 71/III/PV-1 et 5; C 71/PV-15; C 71/REP, par. 335-340; Résolution 12/71 de la Conférence
2. Amendement à l'article XI de l'Acte constitutif[54] relatif aux rapports à fournir par les Etats Membres et les Membres associés	CL 56/3, par. 149-157; CL 56/6, par. 13-15; CL 56/CW/REP; CL 56/PV-18; CL 56/REP, par. 122-128; C 71/29; C 71 LIM/37; C 71/III/PV-5; par. 341-342; Résolution 13/71 de la Conférence
3. Fonctions et durée du mandat du Président indépendant du Conseil — Amendement à l'article XXIII du Règlement général de l'Organisation	CL 56/17, par. 6; CL 56/PV-12; CL 56/REP, par. 99-101; CL 57/4; CL 57/REP, par. 80-86; C 71/LIM/19, 41 et 53; C 71/III/PV-4 et 7; C 71/PV-20; C 71/REP, par. 349-356; Résolution 15/71 de la Conférence
4. L'arabe comme langue officielle de l'Organisation et comme langue de travail d'emploi limité — Amendement à l'article XXXVIII[55] du Règlement général de l'Organisation	CL 56/6; CL 56/CW/REP; CL 56/PV-18; CL 56/REP, par. 129-137; C 71/39; C 71/LIM/39; C 71/III/PV-5 et 7; C 71/PV-20; C 71/REP, par. 357-361; Résolution 16/71 de la Conférence

[53] Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 128.

[54] *Ibid.*, p. 129.

[55] Devenu entre-temps l'article XL.

Questions	*Documents*
5. Harmonisation des *Textes fondamentaux* de la FAO	CL 56/5, par. 38-51; CL 56/CW/REP; CL 56/PV-18; CL 57/4; CL 57/REP/CW; CL 57/PV-6; CL 57/REP, par. 72-79; C 71/10; C 71/LIM/18 et 39; C 71/III/PV-5 et C 71/PV-21; C 71/REP, par. 362-363; Résolution 17/71 de la Conférence
6. Augmentation du nombre des sièges du Conseil	C 71/LIM/55; C 71/REP, par. 370; Résolution 20/71 de la Conférence; CL 58/PV-2;CL 58/REP, par. 13-14
7. Amendements aux articles 3 et 13 du Règlement financier	CL 57/REP/CW; CL 57/REP, par. 125-128; C 71/35; C 71/LIM/37; C 71/III/PV-6; C 71/PV-21; C 71/REP, par. 396-397 et Appendice G; C 71/REP-Corr.1; Résolutions 27/71 et 28/71 de la Conférence
8. République populaire de Chine	CL 57/LIM/4; CL 57/PV-2 et 7; CL 57/REP, par. 32-34 et Appendice D; C 71/INF/11; C 71/LIM/62 et 65; C 71/PV-19, 22 et 23; C 71/REP, par. 412; Résolution [56] 33/71 de la Conférence
9. Mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à la décolonisation et à la discrimination raciale	CL 57/8; CL 57/PV-2 et 7; CL 57/REP, par. 35-39; C 71/LIM/56 et 63; C 71/PV-19 et 21; C 71/REP, par. 301; Résolution 8/71 de la Conférence

B. — COMITÉS PERMANENTS DU CONSEIL

Organe	*Documents*
Comité des forêts et Comité de l'agriculture	
1. Amendement à l'article V.6 de l'Acte constitutif [57] et insertion de nouveaux articles XXXI et XXXII au Règlement général relatifs à la création d'un *Comité des forêts* et d'un *Comité de l'agriculture*	CL 56/3, par. 112-122; CL 56/6, par. 2-12; CL 56/REP, par. 111-117; C 71/27; C 71/LIM/6, 7 et 34; C 71/III/2, 3 et 5; C 71/PV/15; C 71/REP, par. 321-334; Résolutions 10/71 et 11/71 de la Conférence
Comité des pêches	
2. Suspension des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article XXX du Règlement général de l'Organisation — Ouverture du *Comité des pêches* à tous les Etats Membres intéressés	C 71/30; C 71/LIM/34; C 71/III/PV-3 et 5; C 71/PV-15, C 71/REP, par. 343-348; Résolution 14/71 de la Conférence
Comité des produits	
3. Suspension des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article XXIX du Règlement général de l'Organisation — Changements dans la structure du *Comité des produits*	CL 56/19; CL 56/PV-12; CL 56/REP, par. 118-121; CL 57/REP/CW-Sup.1; CL 57/PV-5; CL 57/REP, par. 87-88; C 71/LIM/20 et 41; C 71/III/PV-3 et 5; C 71/PV-15; C 71/REP, par. 364-366; Résolution 18/71 de la Conférence

[56] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 114.

[57] *Ibid.*, p. 128.

	Organe	*Documents*
4.	Nomenclature des organes subsidiaires du *Comité des produits* et composition des Groupes d'étude de produits — Amendements au paragraphe 9 de l'article XXIX du Règlement général de l'Organisation et à l'article 5.9 du Règlement financier	CL 56/5 et 6; CL 57/2; CL 57/REP/CW-Sup.1; CL 57/REP, par. 89-94; C 71/LIM/20 et 41; C 71/III/PV-4; C 71/PV-21; C 71/REP, par. 367-369; Résolution 19/71 de la Conférence

C. — ORGANES INSTITUÉS EN VERTU DE L'ARTICLE VI DE LA CONSTITUTION

	Organe	*Documents*
1.	Amendements au Règlement intérieur de la *Commission européenne d'agriculture*	CL 56/5, par. 4-8; CL 56/REP, par. 148-151
2.	Création d'un *Comité des pêches continentales pour l'Afrique*	CL 56/4; CL 56/PV-5 et 18; CL 56/REP, par. 20; Résolution 1/56 du Conseil
3.	*Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius* — Elaboration de normes régionales et alignement des procédures du Comité FAO/OMS d'experts gouvernementaux sur le Code de principes concernant le lait et les produits laitiers	C 71/32 et Corr. 1; C 71/III/PV-6; C 71/PV-21; C 71/REP, par. 376-379
4.	Création d'une *Commission régionale pour l'alimentation et la nutrition au Proche-Orient*	CL 57/13 et Corr.1; CL 57/REP, par. 97-98; Résolution 2/57 du Conseil
5.	Répertoire des Organes statutaires et liste d'experts de la FAO, au 1er mai 1971	MI/B5705/671/1, 166 p. avec Corr. 4 p.

D. — CONVENTIONS ET ACCORDS

	Accords	*Documents*
1.	Rapport sur l'état des conventions et accords et sur les amendements y relatifs	C 71/31 et Corr. 1; C 71/REP, par. 371-374

E. — QUESTIONS JURIDIQUES DE FOND [58]

1. — Législation agraire et législation sur les eaux

	Questions	*Documents*
a)	Caponera, D.A. : FIJI : Water (and land) policy, administration and legislation with particular reference to the institutions required for the Navua and Rewa schemes	AGS:SF/FIJ/UK 55, Technical Report, v + 31 p., 1970. Reproduit par offset
b)	Caponera, D. A. et Rajah, K. C. : CYPRUS : Water legislation and management	Technical Report, 23 p. + 2 p. Annexes. Ronéotypé
c)	Burdon, D. J., Caponera D. A. et Hrabovszky, J. P. : Groundwater's role in social and economic development : an example based on FAO's Near East regional activities on groundwater development and use	AGL : Misc/71/8, 29 p., 13 April 1971. Reproduit par offset

[58] Sauf indication contraire, les documents énumérés ont été préparés par le Service de législation du Bureau juridique de la FAO ou en coopération avec lui.

	Questions	*Documents*
d)	Accord relatif à l'utilisation et à la conservation des eaux du Bassin du Lac Tchad (Avant-Projet et Commentaires)	AGL:SF/REG/79, 19 p., mai 1971. Ronéotypé
e)	Herrero-Ayllón, E. : Informe al Gobierno de El Salvador sobre Reglamento General de la Ley de Riego y Avenamiento	OAA/PNUD No. AT 2972, vi + 41 p. 1971. Reproduit par offset
f)	Caponera, D. A. : Gobierno y administración de agua	Point IV de l'ordre du jour — « Primer Seminario sobre Legislación de Aguas en Centro-America » — San Salvador, 4-8 octobre 1971. 10 p. Polycopié
g)	Caponera, D. A. : Modernas tendencias en materia de política, administración y legislación de aguas	Point VII de l'ordre du jour — « Primer Seminario sobre Legislación de Aguas en Centro-America » — San Salvador 4-8 octobre 1971. 9 p. + 5 pages d'annexes. Polycopié
h)	Caponera, D. A. et Rajah, K. C. : Water resources policy administration and legislation (Report prepared for the Nakdong River Basic Project)	AGL:KOR 16, Basic Study/X, iv + 141 p., 1971. Reproduit par offset
i)	Comité spécial FAO de la réforme agraire. Rapport du Comité spécial de la réforme agraire [59]	C 71/22 et Supp. 1; C 71/I/PV-11 à 15 et 18; C 71/PV-21; C 71 REP., par. 105-114, 148, 157 et 273; Résolution 3/71 de la Conférence
j)	Aperçu des activités courantes de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture relatives aux aspects juridiques et institutionnels de la mise en valeur des ressources en eau y compris la lutte contre leur pollution	Service de législation — Document de référence nº 2, 9 p., décembre 1971. Ronéotypé

2. — LÉGISLATION SUR LES FORÊTS, LA FAUNE NATURELLE ET LES PÊCHERIES

	Questions	*Documents*
a)	Kropp, G. : Wildlife and national park legislation in Asia	Legislative Studies No. 1, v + 52 p., July 1971. Reproduit par offset
b)	Kropp, G. : Wildlife and national park legislation in Latin America	Legislative Studies No. 2, iv + 46 p., July 1971. Reproduit par offset
c)	Kropp, G. : Vicuña Conservation Legislation	Legislative Studies No.3, iii + 8 p., July 1971. Reproduit par offset
d)	Limites et statut de la mer territoriale, des zones de pêche exclusives, des zones de conservation des pêcheries et du plateau continental (avec référence particulière aux pêches)	FID/C/127, v + 30 p., 1971. Reproduit par offset
e)	Collaboration entre institutions internationales dans le domaine des pêches — Activités au sein du système des Nations Unies — Première session du Comité élargi du fond des mers faisant fonction de Comité préparatoire de la Conférence sur le droit de la mer (Genève, 1er-26 mars 1971)	COF/71/9(b); CL 56/4, par. 63-71

[59] Le secrétariat de ce comité a été assuré par la Division des institutions rurales de la FAO.

	Questions	*Documents*
f)	Etapes nécessaires pour la mise en œuvre des mesures d'aménagement pour l'Atlantique Centre-Est	CECAF/71/7
g)	Préparation de la troisième conférence sur le droit de la mer	CECAF/71/13
h)	Consultation sur la conservation des ressources halieutiques et le contrôle de la pêche en Afrique — Efficacité des dispositifs d'aménagement existants	FID : CFRA/71/5

3. — Législation sur les animaux et les végétaux

	Questions	*Documents*
a)	Recent bilateral conventions and agreements in the veterinary field : Synopsis of essential provisions	AGA : misc/71/10, ii + 60 p. 16 July 1971. Reproduit par offset
b)	Groupe de travail FAO du contrôle officiel des produits antiparasitaires : Section A (Législation); système type pour la création d'organismes nationaux chargés du contrôle officiel des pesticides	AGI:CP 28. Rome 1971, vii + 75 p.
c)	FAO Plant Protection Committee for the South East Asia and Pacific Region. Digest of plant quarantine regulations. Suppl. III : Southeast Asia and Pacific region. Compiled by Secretariat of Plant Protection Committee in collaboration with national plant quarantine services in the region; based on the work of T. H. Harrison. Bangkok.	No. RAFE 1. (Peut être obtenu au Bureau régional de la FAO à Bangkok). 1971, édition non reliée sans pagination continue.

4. — Normes alimentaires du « Codex Alimentarius » [60]

	Questions	*Documents*
a)	Marque ou symbole Codex	ALINORM 71/31, par. 12
b)	Renseignements sur les activités d'autres organisations internationales s'occupant de normalisation alimentaire et de questions connexes	ALINORM 71/31, par. 30-54
c)	La notion de norme générale	ALINORM 71/27; ALINORM 71/31, par. 247-249

5. — Milieu humain

Questions	*Documents*
Environnement, bibliographie annotée, index par auteurs et par sujets; les ressources naturelles et le milieu humain : publications et documents de la FAO (1967-1970)	DC/SP 21, 704 p., 1971

[60] Préparées par le Secrétariat de la Commission du *Codex Alimentarius*.

F. — PÉRIODIQUES

— « Recueil de législation — Alimentation et Agriculture » — Imprimé — Publié semestriellement.

— « Additifs aux aliments — Législation récente » — Reproduit par offset — 10 numéros par an.

III. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

A. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET QUESTIONS DE PROCÉDURE

a) Conseil exécutif

1) Mandat des comités du Conseil exécutif pour 1971-1972. *Document 87EX/12*, 29 avril 1971, 7 p., *87EX/Décisions* 3.2, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Comité spécial : Mandat qui pourrait être confié au Comité spécial en 1971-1972. Note du Président du Conseil exécutif. *Document 87EX/SP/3*, 31 mars 1971, 5 p. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Consultation en application de l'article 54 du Règlement intérieur du Conseil exécutif. *Document 88EX/Décisions 7.10*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Mode d'élection et durée du mandat des membres du Conseil exécutif. *Document 88EX/2, Annexe V*, 18 octobre 1971, 4 p., *88EX/Décisions 3.1.II*, octobre-novembre. Anglais, français, espagnol, russe.

b) *Divers*

1) Rapport du Comité spécial relatif à son étude du Rapport du Directeur général sur l'activité de l'Organisation. *Document 87EX/6*, 14 mars 1971, 27 p., *87EX/Décisions 4.1.2.*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Rapport sur l'état d'exécution de la résolution 16C/Rés.1.242 relative à l'université internationale. *Document 87EX/8*, 19 avril 1971, 5 p., et Annexe, *87EX/32*, 11 mai 1971, pp. 6-10, *87EX/Décisions 4.2.3.*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Acceptation de dons, legs et subventions. *Document 87EX/28*, 26 mars 1971, 2 p., *87EX/Décisions 6.2*, avril-mai 1971, *88EX/26*, 19 août 1971, 2 p., *88EX/Décisions 7.4*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Coopération avec les commissions nationales. *Document 88EX/14*, 6 septembre 1971, 10 p., et Annexes, *88EX/14, Add.*, 1er octobre 1971, 1 p., et Annexe, *88EX/Décisions 4.5.2*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

5) Célébration du 500e anniversaire de la naissance de Nicolas Copernic. *Document 88EX/37*, 18 octobre 1971, 2 p., *88EX/44, Partie II*, 27 octobre 1971, pp. 22-23, *88EX/Décisions 8.2*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

6) Procédures concernant l'invitation d'organisations internationales non gouvernementales de la catégorie « C » aux sessions de la Conférence générale. *Document 88EX/2*, 12 juillet 1971, pp. 21-23, *88EX/Décisions 3.1.V*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

B. — ÉTATS MEMBRES

1) Fréquence et forme des rapports généraux que les Etats membres doivent présenter en vertu de l'article VIII de l'Acte constitutif et traitement de ces rapports. *Document 87EX/4*, 26 mars 1971, 2 p., *87EX/Décisions 3.3*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Modalités d'application de l'Article IV.C.8 (b) et (c) de l'Acte constitutif concernant le droit de vote des Etats membres ayant des arriérés de contributions. *Document 87EX/21*, 29 mars 1971, 4 p., *87EX/Décisions 6.1*. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Participation de la Chine à l'exécution du programme. *Document 88EX/48*, 27 octobre 1971, 2 p., *88EX/48, Add.*, 27 octobre 1971, 1 p., et Annexe, *88EX/48, Add.2*, 28 octobre 1971, 1 p., *88EX/49*, 29 octobre 1971, 2 p., *88EX/Décisions 9* [61]. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Présentation de rapports par les Etats membres et modalités d'examen de ces rapports par l'Organisation (articles IV.B.6 et VIII de l'Acte constitutif). *Document 88EX/2*, 12 juillet 1971, pp. 16-20, *88EX/Décisions 3.1.IV*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

C. — RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

a) *Office de secours et de travaux des Nations Unies*

Coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). *Document 87EX/9*, 14 avril 1971, 9 p., et Annexe, *87EX/9, Add.1*, 4 mai 1971, 2 p., *87EX/9, Add.2*, 4 mai 1971, 2 p., *87EX/Décisions 4.2.4*, avril-mai 1971, *88EX/3*, 31 août 1971, 6 p., *88EX/3, Add.1*, 30 septembre 1971, 2 p., *88EX/3, Add.2*, 5 octobre 1971, 2 p., *88EX/3, Add.3*, 15 octobre 1971, 1 p., *88EX/3, Add.4*, 24 octobre 1971, 1 p., *88EX/Décisions 4.1.1*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

b) *Organisation internationale du Travail*

Comité conjoint OIT/UNESCO d'experts sur l'application de la recommandation concernant la condition du personnel enseignant. *Document 87EX/11*, 26 mars 1971, 2 p., *87EX/11, Add.*, 26 avril 1971, 1 p., *87EX/Décisions 4.2.6*. Anglais, français, espagnol, russe.

c) *Organisations internationales non gouvernementales*

1) Classement des organisations internationales non gouvernementales et rapport du Comité du Conseil exécutif sur les organisations internationales non gouvernementales. *Document 87EX/19*, 14 avril 1971, 6 p., et Annexe, *87EX/29*, 12 mai 1971, 6 p., et Appendice, *87EX/Décisions 5.3*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Enquête sur une coopération éventuelle d'organisations non gouvernementales avec la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Afrique du Sud. *Document 87EX/20*, 19 avril 1971, 2 p., et Annexes, *87EX/20, Add.*, 4 mai 1971, 36 p., *87EX/Décisions 5.4*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Enquête sur toutes les organisations internationales non gouvernementales ayant des branches, sections, adhérents ou autres éléments dans la République sud-africaine, en Rhodésie du Sud ou dans les territoires africains sous domination portugaise. *Document 88EX/20*, 3 septembre 1971, 42 p., et Annexes, *88EX/20, Add.*, 23 septembre 1971, 28 p., *88EX/Décisions 6.5*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Subventions au bénéfice de certaines organisations internationales non gouvernementales. *Document 88EX/22*, 2 septembre 1971, 3 p., et Annexes, *88EX/44, Partie III*, 27 octobre 1971, pp. 12-14, *88 EX/Décisions 6.6*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

d) *Conseil de coopération douanière*

Relations avec le Conseil de coopération douanière (C.C.D.). *Document 88EX/19*, 3 septembre 1971, 1 p., et Annexes, *88EX/Décisions 6.4*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

e) *Union de radiodiffusion des Etats arabes*

Coopération avec l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU). *Document 88EX/36*, 27 août 1971, 2 p., et Annexes, *88EX/Décisions 6.7*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

[61] Reproduite dans le présent *Annuaire*, p. 113.

f) *Documents généraux*

Décisions récentes intéressant l'UNESCO prises par les organisations du système des Nations Unies. *Document 87EX/17*, 19 avril 1971, 17 p., et Annexes, *87EX/Décisions 5.1*, avril-mai 1971, *88EX/16*, 14 septembre 1971, 15 p., et Annexes, *88EX/Décisions 6.1*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

D. — RÉGLEMENTATION INTERNATIONALE : CONVENTIONS ET RECOMMANDATIONS

a) *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé*

1) Rapport sur les résultats de la consultation des Etats parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé sur l'opportunité de convoquer une réunion des Hautes Parties contractantes. *Document 87EX/14*, 14 avril 1971, 2 p., et Annexes, *87EX/Décisions 4.4.1*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Rapport du Gouvernement de la Jordanie sur la violation de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. *Document 87EX/31*, 7 mai 1971, 5 p., et Annexes, *88EX/46*, 13 octobre 1971, 7 p., *88EX/47*, 18 octobre 1971, 6 p., *88EX/Décisions 4.3.1*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Observations du Gouvernement israélien sur les prétendues violations de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. *Document 87EX/34*, 10 mai 1971, 3 p., *87EX/35*, 11 mai 1971, 3 p., *88EX/Décisions 4.3.1*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

b) *Protocole instituant une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*

Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (Première réunion, Paris, 1er-3 février 1971)

— Rapport. *Document CGOC/I/3*, 17 février 1971, 2 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français.

— Projet de Règlement intérieur de la Commission de conciliation et de bons offices (tel qu'il a été établi par la Commission au cours de sa première réunion). *Document CGOC/I/3, Annexe II*, 17 février 1971, 17 p. Anglais, espagnol, français.

c) *Réglementation internationale pour une protection des monuments, des ensembles et des sites*

Rapport préliminaire établi en application de l'article 10.1 du Règlement relatif aux recommandations aux Etats membres et aux conventions internationales prévues par l'article IV, paragraphe 4 de l'Acte constitutif. *Document SHC/MD/17*, 30 juin 1971, 32 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

E. — CONFÉRENCES ET AUTRES RÉUNIONS

1) Invitation à la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres responsables de l'application de la science et de la technologie au développement en Amérique latine et dans la région des Caraïbes. *Document 87EX/7*, 14 avril 1971, 5 p., *87EX/32*, 11 mai 1971, pp. 5-6, *87EX/Décisions 4.2.2*, *88EX/7*, 4 octobre 1971, 2 p., et Annexe, *88EX/44, Partie II*, 27 octobre 1971, pp. 3-4, *88EX/Décisions 4.1.4*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Invitation à une Conférence préparatoire d'experts gouvernementaux chargés de formuler un projet de convention sur le statut juridique des systèmes d'acquisition de données océaniques (SADO). *Document 87EX/13*, 23 avril 1971, 8 p., *87EX/Décisions 4.3.2*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Invitation à la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe. *Document 87EX/30*, 26 mars 1971, 4 p., *87EX/Décisions 4.4.2*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe

4) Invitations à la troisième Conférence mondiale sur l'éducation des adultes (1972). *Document 88EX/4*, 27 août 1971, 4 p., *88EX/44, Part II*, 27 octobre 1971, pp. 1-3, *88EX/Décisions 4.1.2*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

5) Participation de l'UNESCO à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. *Document 88EX/10*, 6 septembre 1971, 6 p., *88EX/44, Part II*, 27 octobre 1971, pp. 6-9, *88EX/Décisions 4.2.2*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

6) Invitations à la réunion d'un Comité spécial d'experts gouvernementaux chargé de préparer un projet de convention et un projet de recommandation aux Etats membres concernant la protection des monuments, des ensembles et des sites. *Document 88EX/11*, 16 août 1971, 4 p., *88EX/Décisions 4.3.2*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

F. — QUESTIONS DE PERSONNEL

Conditions d'emploi du personnel contractuel d'entretien. *Document 87EX/26*, 26 mars 1971, 5 p., *87EX/33*, 7 mai 1971, pp. 14-15, *87EX/Décisions 6.6*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

G. — DROIT D'AUTEUR ET DROITS VOISINS

1) Comité d'experts gouvernementaux sur la protection des phonogrammes, Paris, 1er-5 mars 1971
   - Commentaires ou propositions des Etats. *Document UNESCO/OMPI/PHON/3*, 10 février 1971, 1 p., et Annexes, *UNESCO/OMPI/PHON/3, Add.1*, 26 février 1971, 2 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Proposition de la France — Projet de convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction illicite. *Document UNESCO/OMPI/PHON/4*, 2 mars 1971, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Projet de convention pour la protection des phonogrammes contre la reproduction illicite. Projets d'articles I à V établis sur la base des discussions du groupe de travail. *Document UNESCO/OMPI/PHON/5*, 3 mars 1971, 3 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Rapport final. *Document UNESCO/OMPI/PHON/7*, 25 mars 1971, 23 p. et Annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

2) Rapport du Directeur général sur les travaux du Comité d'experts gouvernementaux sur la protection des phonogrammes. *Document 87EX/15*, 14 avril 1971, 3 p., *87EX/Décisions 4.5.1*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

3) Comité d'experts gouvernementaux sur les problèmes soulevés en matière de droit d'auteur et de protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion lors des transmissions par satellites spatiaux, Lausanne, 21-30 avril 1971
   - Rapport introductif préparé par le Secrétariat de l'UNESCO. *Document UNESCO/OMPI/SAT/3*, 19 mars 1971, 12 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Mémorandum préparé par le Bureau international de l'OMPI *Document UNESCO/OMPI/SAT/4*, 10 mars 1971, 15 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Etude des problèmes que soulèvent dans le domaine du droit d'auteur les transmissions radiophoniques et télévisuelles par satellites de communication (par Roger Fernay). *Document UNESCO/OMPI/SAT/5*, 15 février 1971, 21 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Etude des problèmes que soulèvent sur le plan de la protection des artistes interprètes ou exécutants les transmissions radiophoniques et télévisuelles par satellites de communication (par Rolf Rembe). *Document UNESCO/OMPI/SAT/6*, 15 février 1971, 15 p. Anglais, espagnol, français, russe.
   - Etude des problèmes que soulèvent sur le plan de la protection des producteurs de phonogrammes les transmissions radiophoniques et télévisuelles par satellites de communication (par Stephen M. Stewart, LL.D.). *Document UNESCO/OMPI/SAT/7*, 15 février 1971, 23 p. Anglais, espagnol, français, russe.

— Etude des problèmes que soulèvent sur le plan de la protection des organismes de radiodiffusion les transmissions radiophoniques et télévisuelles par satellites de communication (par Georges Straschnov). *Document UNESCO/OMPI/SAT/8*, 12 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français, russe.

— Communication de l'Union internationale des télécommunications (UIT). *Document UNESCO/OMPI/SAT/9*, 26 mars 1971, 1 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

— Projet de convention pour l'interdiction de la distribution non autorisée de signaux porteurs de programmes communiqués par satellites — Projets de textes révisés, présentés par le groupe de travail. *Document UNESCO/OMPI/SAT/20*, 28 avril 1971, 13 p. Anglais, espagnol, français, russe.

— Rapport. *Document UNESCO/OMPI/SAT/22*, 30 avril 1971, 16 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français, russe.

4) Rapport du Directeur général sur les travaux du Comité d'experts gouvernementaux sur les problèmes soulevés en matière de droit d'auteur et de protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion lors des transmissions par satellites spatiaux. *Document 87EX/32*, 11 mai 1971, pp. 16-17, *87EX/Décisions 4.5.2*, avril-mai 1971, *88EX/13*, 16 août 1971, 6 p., et Annexes, *88EX/13 Corr.*, 30 septembre 1971, 1 p., *88EX/Décisions 4.5.1*, octobre-novembre 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

5) Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur

— Rapport introductif préparé par le Secrétariat de l'UNESCO. *Document INLA/UCC/4*, 21 mai 1971, 52 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français.

— Commentaires sur les propositions de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentés par les Etats Parties à cet instrument. *Document INLA/UCC/5*, 14 avril 1971, 1 p., et Annexe, *INLA/UCC/5, Add.1*, 2 juin 1971, 1 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Commentaires sur les propositions de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur présentées par les organisations internationales non gouvernementales. *Document INLA/UCC/6*, 28 mai 1971, 1 p., et Annexes, *INLA/UCC/6, Add.1*, 28 mai 1971, 1 p., et Annexe, *INLA/UCC/6, Add.2*, 1er juin 1971, 1 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Convention universelle sur le droit d'auteur révisée à Paris le 24 juillet 1971. *Document INLA/UCC/42*, 24 juillet 1971, 40 p. Anglais, espagnol, français.

— Rapport du Rapporteur général. *Document INLA/UCC/44*, 1er décembre 1971, 29 p. Anglais, espagnol, français.

6) Conférence internationale d'Etats sur la protection des phonogrammes, Genève, 18-29 octobre 1971

— Commentaire sur le projet de convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre les copies illicites (projet adopté par le comité d'experts gouvernementaux réuni à Paris du 1er au 5 mars 1971). *Document UNESCO/OMPI/PHON.2/4*, 15 juin 1971, 39 p. Anglais, espagnol, français, russe.

— Protection juridique des producteurs de phonogrammes (Etude de droit comparé). *Document UNESCO/OMPI/PHON.2/5*, 15 septembre 1971, 52 p. Anglais, espagnol, français, russe.

— Rapport. *Document UNESCO/OMPI/PHON.2/38*, 29 octobre 1971, 20 p. Anglais, espagnol, français, russe.

7) Comité intergouvernemental de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, Troisième session (Genève, 1er et 2 novembre 1971)

— Application de la Convention. *Document OIT/UNESCO/OMPI/ICR.3/3*, 10 septembre 1971, 2 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— La protection des phonogrammes. *Document OIT/UNESCO/OMPI/ICR.3/4*, 10 septembre 1971, 2 p. Anglais, espagnol, français.

— Problèmes de la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion lors des transmissions par satellites spatiaux. *Document OIT/UNESCO/OMPI/ICR.3/5*, 10 septembre 1971, et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Rapport présenté par le Secrétariat et adopté par le Comité. *Document OIT/UNESCO/OMPI/ICR.3/8*, 2 novembre 1971, 7 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français.

8) Comité intergouvernemental du droit d'auteur, onzième session, Genève, novembre 1971

— Application et fonctionnement de la Convention universelle sur le droit d'auteur adoptée en 1952. *Document IGC/XI/2*, 29 juillet 1971, 2 p. Anglais, espagnol, français.

— Rapport du secrétariat du Comité sur les travaux de la Conférence de révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur. *Document IGC/XI/3*, 8 octobre 1971, 7 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Reproduction photographique d'œuvres protégées par le droit d'auteur. *Document IGC/XI/5*, 31 août 1971, 3 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français.

— Problèmes de droit d'auteur découlant de la mémorisation (« storage ») dans l'ordinateur et de la récupération (« retrieval ») d'œuvres protégées. *Document IGC/XI/6*, 4 octobre 1971, p. 3-72. Anglais, espagnol, français.

— Développement de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961). *Document IGC/XI/7*, 4 octobre 1971, 3 p. Anglais, espagnol, français.

— Transmissions par satellites spatiaux. *Document IGC/XI/8*, 4 octobre 1971, 2 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Recommandations adoptées par les organisations internationales en matière de droit d'auteur ou qui pourraient avoir une incidence sur ce droit. *Document IGC/IX/10*, 8 septembre 1971, 2 p., et Annexes. Anglais, espagnol, français.

— Projet de rapport présenté par le Secrétariat du Comité. *Document IGC/IX/12*, 5 novembre 1971, 7 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

— Projet de rapport des séances communes du Comité exécutif de l'Union de Berne et du Comité intergouvernemental du droit d'auteur, présenté par les Secrétariats de l'OMPI et de l'UNESCO. *Document IGC/XI/13*, 5 novembre 1971, 13 p., et Annexe. Anglais, espagnol, français.

9) Bulletin du droit d'auteur de l'UNESCO revue trimestrielle, vol. V, N[os] 1, 2, 3, 4 (1971). *Document INLA.71/III.55-58*, 1971. Anglais, espagnol, français.

H. — DROITS DE L'HOMME

Assistance aux réfugiés de territoires coloniaux et aux autres peuples qui luttent pour se libérer de la domination coloniale et de toutes les formes d'*apartheid. Document 87EX/10*, 29 mars 1971, 12 p., *87EX/Décisions 4.2.5*, avril-mai 1971. Anglais, espagnol, français, russe.

I. — OCÉANOGRAPHIE

Deuxième réunion du Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargés de rédiger le nouveau Règlement intérieur de la Commission océanographique intergouvernementale (Paris, 18-22 octobre 1971)

— Recommandation 12.6 de la Douzième réunion du Bureau et du Conseil consultatif de la C,O.I. : Règlement intérieur. *Document SC/IOC/W.G.8 (II)/2*, août 1971, 1 p. Anglais, espagnol, français, russe.

— Projet de nouveau Règlement intérieur. *Document SC/IOC-VII/15, Annexe II*, 26 octobre 1971, 14 p. Anglais, espagnol, français, russe.

J. — COMMUNICATIONS SPATIALES

Réunion d'experts sur les arrangements professionnels internationaux pour la radiodiffusion par satellites, Maison de l'UNESCO, Paris, 5-8 octobre 1971

Rapport final. *Document COM-71/CONF.5/8*, 8 novembre 1971, 9 p., et Annexe. Anglais, français.

IV. — ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

1) Amendements à la Convention relative à l'aviation civile internationale

[*Article 50*, a — L'Assemblée a tenu une session extraordinaire au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 11 et 12 mars et, le 12 mars, elle a adopté un amendement qui porte de 27 à 30 le nombre des membres du Conseil [62]. L'amendement n'étant pas entré en vigueur au moment de la dix-huitième session de l'Assemblée (juin-juillet), celle-ci s'est demandé s'il convenait d'élire trois Etats pour pourvoir les trois sièges supplémentaires prévus par l'amendement à l'Article 50, *a*, lorsque cet amendement entrerait en vigueur, mais sa conclusion a été négative. Toutefois, l'Assemblée a invité les Etats contractants qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier d'urgence l'amendement à l'Article 50, *a*, et elle a invité le Conseil à convoquer, s'il le juge opportun, une session extraordinaire de l'Assemblée afin de pourvoir les trois sièges supplémentaires le plus tôt possible après le dépôt du quatre-vingtième instrument de ratification.

Article 56 — Au cours de sa dix-huitième session, l'Assemblée a adopté, le 5 juillet, un amendement à l'Article 56 de la Convention qui porte de 12 à 15 le nombre des sièges à la Commission de navigation aérienne [63].

Article 7 — L'Assemblée a été saisie à sa dix-huitième session d'une proposition de la Suède demandant la suppression de la deuxième phrase de l'Article 7. Bien que le Comité exécutif, par un vote à la majorité simple, ait recommandé l'adoption de cet amendement, celui-ci n'a pas recueilli en séance plénière la majorité des deux tiers prescrite par l'Article 94, *a*]

Doc. A 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 83-84. Anglais, espagnol, français.

2) Règlement des différends entre Etats contractants — Pakistan contre Inde

[L'Inde ayant interdit le survol de son territoire par les avions pakistanais, le Gouvernement pakistanais a introduit une requête auprès de l'Organisation le 10 mars 1971 en vertu de l'Article 2 du Règlement pour la solution des différends (Doc. 7782). Cette requête concernait notamment les « désaccords » entre les deux Gouvernements au sens des alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 de l'Article premier du Règlement pour la solution des différends. Le 8 avril, le Conseil a invité les deux parties à négocier immédiatement et directement en vue de régler le différend ou de réduire les questions en litige; il a décidé, sous réserve de l'assentiment des parties en cause, de prêter toute assistance de nature à faciliter les négociations; et il a fixé à huit semaines le délai à donner à l'Inde pour déposer son contre-mémoire.

Le 10 mars 1971 également, le Gouvernement pakistanais a soumis une plainte à l'Organisation en vertu de l'Article 21 du Règlement pour la solution des différends. Le Président du Conseil, agissant en vertu des dispositions de l'Article 28, paragraphe 3, du Règlement, a fixé un délai de huit semaines pour le dépôt du contre-mémoire relatif à la plainte.

Le 1er juin, l'Inde a déposé des objections préliminaires dans lesquelles elle mettait en doute la compétence du Conseil pour statuer sur les désaccords et la plainte mentionnée ci-dessus. Le Pakistan a répondu aux objections préliminaires le 5 juillet. Après avoir entendu les arguments de l'Inde et du Pakistan du 27 au 29 juillet, le Conseil a décidé, le 29 juillet, de ne pas accepter les

---

[62] Reproduit dans le présent *Annuaire*, p. 147.

[63] *Ibid.* p. 148.

objections préliminaires et a réaffirmé sa compétence à connaître de la requête et de la plainte du Pakistan.

Le 30 août, l'Inde a fait appel auprès de la Cour internationale de Justice de la décision du Conseil du 29 juillet. Le 18 octobre, le Conseil a examiné si cet appel avait pour effet de suspendre sa décision du 29 juillet, compte tenu de la deuxième phrase de l'Article 86 de la Convention qui stipule que : « Sur toute autre question, les décisions du Conseil sont suspendues en cas d'appel, jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel. » Après en avoir débattu, le Conseil a décidé de remettre à plus tard l'examen de cette question.]

Doc. 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 84-85. Anglais, espagnol, français.

3) Notification d'urgence — Inde et Pakistan

[Au début du mois de décembre, le Conseil a été saisi de télégrammes de l'Inde et du Pakistan qui indiquaient qu'en raison de l'état d'urgence, il leur serait peut-être impossible de respecter, en totalité ou en partie, les dispositions de la Convention et de l'Accord relatif au transit des services aériens internationaux. Le 6 décembre, le Conseil a décidé d'envoyer des copies de ces télégrammes aux Etats contractants et a demandé aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan de l'informer de la cessation de cet état d'urgence.]

Doc. 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 85. Anglais, espagnol, français.

4) Protocole de Guatemala portant modification de la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (12 octobre 1929), amendée par le Protocole de La Haye (28 septembre 1955)

[Une Conférence diplomatique sur la révision de la Convention de Varsovie amendée par le Protocole de La Haye s'est tenue à Guatemala du 9 février au 8 mars, sur l'invitation du Gouvernement guatémaltèque, et a adopté un protocole portant modification de cet instrument.]

Doc. 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 85. Anglais, espagnol, français.

5) Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile [64]

[Une conférence diplomatique s'est tenue à Montréal du 8 au 23 septembre pour examiner un projet de convention élaboré par le Comité juridique à Londres en septembre-octobre 1970, et elle a adopté la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.]

Doc. 8966 — Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile. Signée à Montréal le 25 septembre 1971. Anglais, espagnol, français.

Doc. 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 85. Anglais, espagnol, français.

6) Règlement intérieur du Conseil

[Le 12 mai, le Conseil a amendé son règlement intérieur afin que, lors des votes par appel nominal, l'appel soit fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres en commençant par un membre tiré au sort par le Président.]

Doc 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 86. Anglais, espagnol, français.

---

[64] *Ibid.*, p. 150.

7) RÈGLEMENT INTÉRIEUR PERMANENT DE L'ASSEMBLÉE — VOTE AU SCRUTIN SECRET

A sa dix-huitième session, l'Assemblée a amendé la Règle 48 (Scrutin secret) de son Règlement intérieur permanent afin de prévoir un vote au scrutin secret pour déterminer les vœux de l'Assemblée lorsqu'une demande de vote au scrutin secret se heurte à une opposition.]

Doc 8982 A19 — P/1 Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1971, p. 87. Anglais, espagnol, français.

8) ANNEXES À LA CONVENTION RELATIVE À L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE, PROCÉDURES POUR LES SERVICES DE NAVIGATION AÉRIENNE (PANS), PROCÉDURES COMPLÉMENTAIRES RÉGIONALES (SUPPS)

[Voir les « Publications techniques de l'OACI, éditions actuelles » dans le Bulletin de l'OACI]

V. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

ICSID/3/Rev.10 — Liste des Etats Contractants et autres Signataires de la Convention [pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats] (à la date du 1er avril 1971)

AC/71/4 — Procès-verbal : Cinquième session annuelle, 20 septembre 1971

Cinquième rapport annuel 1970/1971

VI. — ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

Résolution nº 77 du Conseil des Gouverneurs :

Ressources supplémentaires; Troisième reconstitution des ressources (adoptée le 17 février 1971)

VII. — FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Central Rates and Wider Margins — A Temporary Régime. IMF Executive Board Decisions, December 18, 1971. *International Financial News Survey*, 23:419, December 22-23, 1971

Selected Decision of the Executive Director and Selected Documents, Fifth Issue, July 10, 1971

VIII. — ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

Sixième Congrès météorologique mondial (Genève, 5-30 avril 1971). Rapport abrégé et résolutions (OMM — Nº 292).

Questions relatives à la Convention [de l'Organisation météorologique mondiale] — Rapport sur les amendements à l'article 28 de la Convention, présenté par le Comité exécutif (Cg-VI/Doc. 3).

IX. — ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME [65]

Rapport de la quatrième session de la réunion mixte OMCI/CEE pour l'étude du projet de Convention relative au contrat de transport combiné (document CTC IV/18/Rev.1) (contenant dans l'Annexe II le texte du projet de Convention sur le transport combiné international de marchandises (Convention TCM), ainsi qu'un résumé des débats qui ont conduit à l'adoption par la réunion des divers projets d'articles, propositions, etc.).

Rapport de la troisième réunion mixte OMCI/CEE pour l'étude du projet de Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (document CSC/22) (contenant dans l'Annexe II le projet définitif du texte de la Convention internationale sur la sécurité des conteneurs ainsi qu'un résumé des débats qui ont conduit à l'adoption par la réunion des divers projets d'articles, propositions, etc.).

X. — AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

1. — Statut et composition de l'Agence

Mesures prises par les Etats touchant le Statut

a) A la fin de 1971, 102 Etats étaient membres de l'Agence.

b) Le nom officiel de la « République arabe unie » a été remplacé par celui de « République arabe d'Egypte » à compter du 2 septembre 1971.

c) Le nom officiel de la « République démocratique du Congo » a été remplacé par celui de « République du Zaïre » à compter du 27 octobre 1971.

d) Au 31 décembre 1971, 23 des 102 Etats membres de l'Agence avaient accepté l'amendement à l'article VI.A-D du Statut de l'Agence. Cet amendement a été approuvé par la Conférence générale de l'AIEA le 20 septembre 1970 par la résolution GC (XXIV)/RES/272 [66]. Il entrera en vigueur lorsqu'il aura été accepté par les deux tiers des membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, conformément aux dispositions de l'alinéa C, ii), de l'article XVIII du Statut.

2. — Accords

Accord de coopération entre l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Ligue des Etats arabes (INFCIRC/25/Add.3); entré en vigueur le 15 décembre 1971.

Voir aussi les accords mentionnés sous b) p. 37 du présent *Annuaire*.

3. — Autres documents

Exploitation des ensembles critiques et des réacteurs de recherche (Collection Sécurité nº 35 — STI/PUB/225).

Evacuation des déchets radioactifs dans les cours d'eau, les lacs et les estuaires (Collection Sécurité nº 36 — STI/PUB/283).

---

[65] Voir aussi plus haut, sections III 1 i) 5) et III 8, dans la partie A du présent chapitre.

[66] Voir *Annuaire juridique*, 1970, p. 145.